

## Éditorial

### ABROGATION DE L'OBLIGATION VACCINALE -

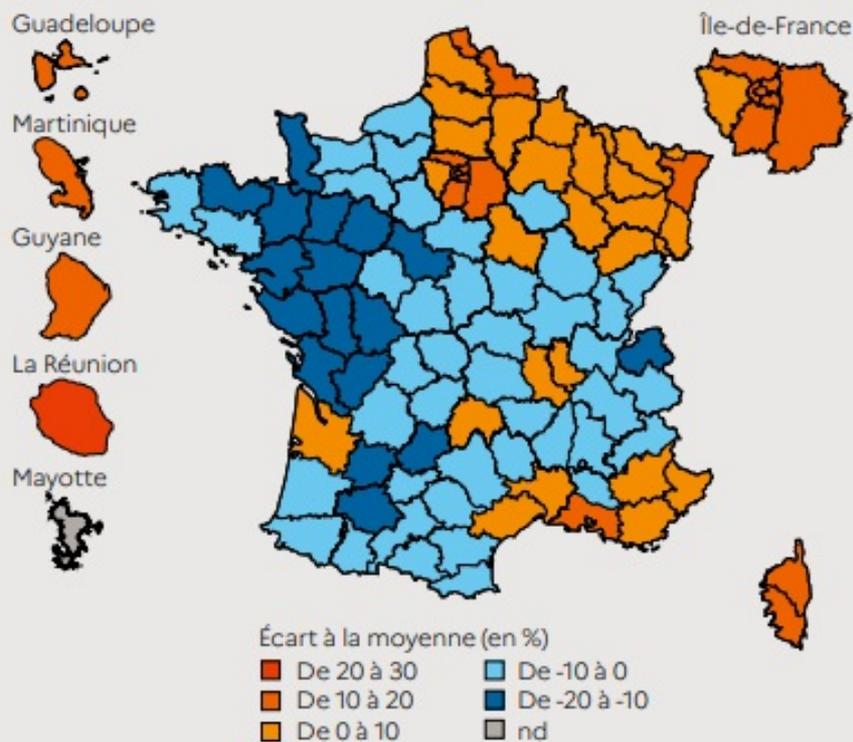
L'Assemblée nationale a voté l'abrogation de l'**obligation faite aux personnels soignants de se vacciner contre le Covid-19**. Ce vote des députés d'opposition a suscité la colère de la Fédération hospitalière de France (FHF) et de l'ensemble des conférences médicales, de doyens de médecine et directeurs d'établissements. Le [texte](#) est maintenant dans les mains des sénateurs.

**PROPOSITION DE LOI VALLETOUX** - Le **Territoire de santé** deviendrait l'échelon de référence de l'organisation locale de la politique de santé. Un Conseil territorial de santé (CTS) serait l'organe de gouvernance du territoire, chargé de définir et mettre en œuvre le **Projet territorial de santé**. Les professionnels de santé **s'organiseraient entre eux**, via le CTS, pour répondre aux objectifs d'organisation des soins. La [proposition de loi Valletoux](#), qui traite également de l'intérim médical, de l'emploi de médecins étrangers, de l'adhésion obligatoire aux Communautés professionnelles de territoires des médecins libéraux, et de la participation obligatoire des médecins libéraux à la permanence des soins rencontre beaucoup d'opposants.

[LIRE L'ARTICLE](#) (3 minutes)

**DÉPENSES DE SANTÉ** - La DREES vient de publier une cartographie des dépenses de santé et des restes à charge, par département (voir carte ci-dessous). Les dépenses par habitant sont nettement moins fortes que la moyenne dans tout le quart nord-ouest de la France métropolitaine (-17 % en Vendée, -16 % en Charente, dans la Sarthe et dans les Deux-Sèvres). À l'inverse, elles sont particulièrement élevées dans les départements d'outre-mer (+25 % à La Réunion), en Corse (+19 %), et le pourtour méditerranéen (+16 % dans les Bouches-du-Rhône). « [Dépenses de santé et restes à charge pour les patients : comment expliquer les disparités entre départements ?](#) - Études et résultats n°1265 mai 2023.

Carte 1b. Dépenses standardisées





## Frédéric Valletoux

L'ancien président de la toute puissante FHF (Fédération des hôpitaux publics) a déposé une proposition de loi instituant une nouvelle organisation territoriale de la santé, privilégiant le "territoire de santé", c'est-à-dire le plus souvent le département en lieu et place du niveau régional. Mais la proposition de loi Valletoux suscite de nombreuses oppositions (voir ci-dessus).



## Christian Rabaud

Le Professeur **Christian Rabaud vient d'être** nommé directeur général de la Santé. Infectiologue, le Pr Rabaud occupait, avant sa nomination, le poste de président de la Commission médicale d'établissement du CHU de Nancy. Successeur de Jérôme Salomon à ce poste clé au sein du ministère de la Santé, l'infectiologue a déclaré des liens d'intérêts avec différents laboratoires pharmaceutiques, une pratique courante qui n'a rien d'illégal mais pourrait entraîner son « déport » de certains dossiers ([Libération](#)).



## Anne Vuillemin

Professeur des universités à l'Université Côte d'Azur, **Anne Vuillemin** vient d'être élue Président de la Société française de santé publique (SFSP) en remplacement d'Emmanuel Rusch. A. Vuillemin a mené un parcours de recherche sur les relations entre activité physique, sédentarité et santé. Ses travaux sont aujourd'hui orientés vers l'analyse des politiques et des stratégies de développement de l'activité physique favorable à la santé.

## FIN DE VIE

Le Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie a piloté un état des lieux des connaissances et représentations des citoyens Français, à découvrir dans [Médecine Palliative](#) - en accès libre pendant 45 jours.

Par ailleurs, le Conseil économique et social (CESE) a fait connaître son [avis](#) en matière de législation sur la fin de vie. Le CESE se prononce officiellement en faveur de l'aide active à mourir.

## LE NUTRISCORE DANS LE LAROUSSE

Dans quelques jours, 150 mots inédits et plus de 40 personnalités vont faire leur entrée dans les pages du dictionnaire Larousse. « Nutriscore » fait partie de ces nouvelles entrées.

## NITRITES DANS LES CHARCUTERIES

L'absence de volonté des pouvoirs publics sur ce dossier n'incline guère à l'optimisme sur leur capacité à prendre à bras-le-corps les questions environnementales, s'inquiète dans sa chronique Stéphane Foucart, journaliste au [Monde](#).

## MANGER AUTREMENT

Quels mécanismes déterminent le contenu de nos assiettes

? Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental et international et pourtant... Le prix des denrées de base ne cesse d'augmenter, les files devant les banques alimentaires s'allongent et gagnent de nouveaux publics. Les injonctions à adopter une alimentation équilibrée sont nombreuses et souvent culpabilisantes, mais comment faire avec peu de moyens ? Ce numéro spécial de « Santé conjugulée » n°102-mars 2023 fait le point sur ces questions ([Fédération des maisons médicales belges](#)).

### **NUCLÉAIRE**

Alors que le [projet de loi](#) relatif à l'accélération du nucléaire a été adopté par l'Assemblée nationale et le Sénat (commission mixte paritaire), le volet concernant la fusion de l'ASN (agence de sûreté nucléaire) et de l'IRSN (institut de recherche et de sûreté nucléaire) a été rejeté par les parlementaires qui demandent un rapport sur ce rapprochement. Pour sa part, l'exécutif maintient son ambition d'avancer sur le sujet.

### **ÉCOLES NORMALES DE LA SANTÉ**

Une [proposition de Loi](#) envisage l'expérimentation d'écoles normales de la santé, dans dix départements volontaires caractérisés par des difficultés d'accès aux soins. Cette expérimentation vise à créer des lycées spécialisés dispensant un enseignement spécifique aux métiers de la santé tout en proposant des périodes d'immersion en milieu professionnel. Ces lycées proposeraient des études gratuites, un internat d'excellence et une bourse de vie.

### **EXPÉRIMENTATION IPEP**

Un [podcast](#) vous explique en quelques minutes le principe général de l'expérimentation IPEP (prise en charge partagée) en premier recours.

### **PATIENTS EN ALD SANS MEDECIN TRAITANT**

L'Assurance maladie a commencé à contacter les personnes en ALD sans médecin traitant pour leur proposer une solution. Cette [carte](#) illustre le pourcentage, par département, de patients en ALD sans médecin traitant.

### **INÉGALITÉS SOCIALES FACE AUX CANCERS**

Un Le statut socio-économique constitue un facteur pronostic important pour la plupart des cancers. Cette maladie ne nous touche pas tous de la même manière et les différences entre les groupes sociaux, tant en termes d'incidence que de survie, sont considérables. Les personnes issues de milieux défavorisés décèdent plus fréquemment et plus rapidement de leur cancer, quelle qu'en soit la localisation, et cela même lorsque les stades de diagnostic sont équivalents. [Les mardis de l'Irdes du 13 juin](#) prochain sont consacrés à une présentation des travaux scientifiques consacrés à ces questions.

### **G7 CANCERS**

À l'initiative de l'Institut national du cancer, un groupe de coordination rassemblant les pays les plus avancés dans la lutte contre les cancers a été officiellement lancé ce 9 mai dernier. Ce groupe international a pour objectif de renforcer la coopération entre partenaires pour accélérer la lutte contre la maladie, et en particulier pour relever les défis les plus complexes ([Communiqué](#)).

### **ACCÈS DIRECT AUX PROFESSIONS PARAMÉDICALES**

[La proposition de loi portant amélioration de l'accès aux](#)

soins par la confiance aux professionnels de santé a été adoptée par le Parlement (commission mixte paritaire). Le texte définitif ouvre un accès direct à différentes professions de santé. Sous certaines conditions, les Français pourront, sans passer par leur médecin traitant, consulter des infirmières en pratique avancée - les "IPA" qui interviennent notamment sur certaines maladies chroniques - ainsi que des kinésithérapeutes et des orthophonistes.

### **AGRÉMENT DES CENTRES DE SANTÉ**

Afin de lutter contre de possibles dérives, le Sénat a adopté définitivement un texte encadrant plus strictement les centres de santé, qui rend notamment obligatoire un agrément préalable des ARS pour ceux qui assurent des soins dentaires ou ophtalmologiques.

Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}. Vous avez reçu cet email car vous êtes inscrit.e à Santé à voix haute #.

**S'inscrire.**

**Désinscription**



© 2023 La santé à voix haute